

Règlement intérieur de la Ligue Midi-Pyrénées d'Aïkido et de Budo

Références

- Code du Sport
- Instruction fiscale
- Code Général des Impôts
- Statuts fédéraux et de Ligue, Règlement intérieur fédéral

SOMMAIRE

Préambule	3
PARTIE 1 - Dispositions générales	3
Article 1. Objectifs	3
Article 2. Champ d'application	4
Article 3. Durée	4
Article 4. Elaboration, mise à jour, modification et révision	4
Article 5. Enregistrement et publicité.....	4
Article 6. Entrée en vigueur	4
PARTIE 2 - L'Assemblée Générale	4
Article 7. Composition et nature des Assemblées Générales	4
Article 8. Convocation et ordre du jour.....	6
Article 9. Lieu.....	6
Article 10. Quorum.....	6
Article 11. Séance.....	8
Article 12. Observateurs	8
Article 13. Modalités de vote	9
Article 14. Publicité des actes	9
PARTIE 3 – Les instances dirigeantes	9
Article 15. Le Comité Directeur.....	9
Article 16. Le Président.....	13
Article 17. Le(s) Vice-président(s).....	13
PARTIE 4 – Les Départements et les Commissions	15
Article 19. Les Départements	15
Article 20. Les Commissions	18
Article 21. Les chargés de mission.....	19
PARTIE 5 – Dispositions particulières à certains membres de la Ligue (cf. article 2 des statuts)	19
Article 22. Les organismes déconcentrés dit Comités Départementaux	19

Article 23. Les autres organismes fédéraux	20
PARTIE 6 – Les modalités d’affiliation	21
Article 24. Rappel des modalités d’affiliation à la Fédération	21
Article 25. L’affiliation à la Ligue	22
Article 26. L’information institutionnelle	22
PARTIE 7 – Les grades et distinctions	23
Article 27. Les modalités de délivrance des grades	23
Article 28. L’octroi de distinctions honorifiques	23
Article 29. Règlement disciplinaire	23
Article 30. Représentation	23

Préambule

La Ligue Midi-Pyrénées est un organe déconcentré de la Fédération Française d'Aïkido et de Budo (F.F.A.B.).

Elle a été créée le 27/05/1982 (première parution au Journal Officiel du 11/06/1982) et est régie par :

- des statuts conformes aux statuts-types de l'annexe I-5 des articles R. 131-1 et R. 131-11 du code du sport ainsi qu'aux statuts et règlement intérieur de la FFAB adoptés respectivement les 21/11/2010 et 23/11/2014 ;
- le présent règlement intérieur adopté en application de l'article 29 de ses statuts.

Territoire

Conformément à l'article 28.1.1 du règlement intérieur fédéral, la Ligue Midi-Pyrénées a pour ressort territorial celui de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, sauf dérogation(s) accordée(s) par le Comité Directeur Fédéral.

Elle comprend ainsi les départements suivants :

Ariège (09), Aveyron (12), Haute-Garonne (31), Gers (32), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn (81), Tarn et Garonne (82)

Missions

La Ligue Midi-Pyrénées concourt au développement des activités régies par la Fédération, selon les directives de l'Assemblée Générale fédérale ainsi que des instances dirigeantes de la Fédération et conformément aux statuts et règlement intérieur fédéraux.

Les activités techniques, pédagogiques et sportives sur l'ensemble de son territoire (Départements et associations membres compris) sont placées sous sa responsabilité.

En particulier, elle a pour missions :

- la promotion et le développement de l'aïkido (article 28.1.3 du règlement intérieur fédéral) avec :
 - l'organisation d'activités répondant à ces objectifs ; par délégation du Comité Directeur, définies et proposées par le Bureau Technique fédéral, certaines actions restent strictement de son ressort, comme les Ecoles de Cadres, la formation continue des enseignants, etc. ;
 - et le soutien à la création et au développement des Comités Départementaux et des clubs dans la région ;
- la conservation des archives et documents non confidentiels concernant les membres de l'Aïkido et des Budos dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'informatique et aux libertés ;
- et la délivrance de tous les documents et attestations à leur sujet aux membres autorisés (Président de Ligue, Présidents de Comités Départementaux, et membres du Comité Directeur de la Ligue).

Dans l'exercice de ces attributions, elle est responsable de son administration et de son budget dans le respect des textes susvisés.

PARTIE 1 - Dispositions générales

Article 1. Objectifs

Le présent règlement intérieur a pour objet de fournir aux membres de la Ligue les directives nécessaires à sa gestion et à son organisation conformément aux objectifs et au cadre réglementaire qui régissent la F.F.A.B.

Il répond aux objectifs suivants :

- organiser le fonctionnement des instances régionales pour favoriser la réalisation des missions ;
- prendre en compte les éléments de la vie fédérale et régionale ;
- porter à la connaissance de toutes les associations membres de la Ligue le dispositif encadrant le fonctionnement des instances régionales ;

- garantir un fonctionnement homogène et cohérent au sein des différentes structures de la Ligue.

Article 2. Champ d'application

Le présent règlement est applicable à l'ensemble des instances, organes et organismes composant la Ligue.

Les directives et procédures édictées s'imposent à tous ses membres.

Article 3. Durée

Le présent règlement reste en vigueur pour une durée illimitée.

Article 4. Elaboration, mise à jour, modification et révision

Une demande d'élaboration, de modification ou de révision peut être proposée par la majorité plus un des membres du Comité Directeur de Ligue ou par la majorité qualifiée des membres constituant l'Assemblée Générale de la Ligue, par courrier signé des demandeurs au Président.

Au cas où des ajouts et amendements s'avèrent indispensables au présent règlement, ils devront être soumis à l'analyse et à l'approbation du Bureau, qui dispose de 2 mois pour valider ou refuser la demande.

Dès que la modification ou la révision est décidée, le Département « Administration » se charge de rédiger le texte, qui sera soumis pour validation au Bureau, puis transmis pour approbation au Comité Directeur Fédéral conformément à l'article 28.1.2 du règlement intérieur fédéral et l'article 1.5 des statuts de la Ligue.

Il sera ensuite proposé à l'adoption du Comité Directeur de la Ligue puis soumis au vote de l'Assemblée Générale.

Une mise à jour du règlement est également possible uniquement en cas de rectification de forme rendue nécessaire par une évolution des références réglementaires (textes nationaux, statuts de la Ligue ou de la Fédération ou règlement intérieur fédéral) ou par tout autre correctif qui ne modifierait pas le sens des articles.

Dans ce cas, le texte est préparé par le Département « Administration » et adopté par le Comité Directeur de Ligue.

Article 5. Enregistrement et publicité

Le texte final expressément présenté par le Comité Directeur et validé par l'Assemblée Générale est notifié sans délai au Président de la Fédération.

Il sera publié et diffusé à la connaissance des associations membres de la Ligue par tout moyen permettant de toucher le plus grand nombre de licenciés de celle-ci. En outre, il sera diffusé aux Présidents de Comités Départementaux le cas échéant.

Article 6. Entrée en vigueur

L'Assemblée Générale, lors de l'adoption, devra s'il y a lieu apporter toute précision quant à la date ou période à laquelle s'appliquera la modification/révision.

PARTIE 2 - L'Assemblée Générale

Article 7. Composition et nature des Assemblées Générales

La composition de l'Assemblée Générale est fixée par les statuts.

Il convient d'indiquer que l'expression « membre(s) de l'Assemblée Générale » utilisée dans le présent règlement intérieur vise toute personne physique ou morale désignée à l'article 9 des statuts, prise pour cette dernière catégorie en la personne de son représentant ; celui-ci est par défaut le Président, sauf indication contraire écrite de ce Président adressée en temps utile et par tout moyen au Président de la Ligue.

Il est précisé :

- qu'une **Assemblée Générale ordinaire** est une Assemblée Générale convoquée avec une fréquence régulière minimale pour exercer les compétences de gestion courante, conformément aux statuts ;
- qu'une **Assemblée Générale Extraordinaire** est une Assemblée Générale convoquée spécialement pour un objet particulier prévu par les statuts.

Article 8. Convocation et ordre du jour

8.1 – Date de l'Assemblée Générale

Les membres de l'Assemblée Générale sont informés de la date fixée, par tout moyen, au moins 60 jours francs avant la réunion.

La nature de l'Assemblée Générale, ordinaire ou extraordinaire, est précisée.

8.2 – Propositions de sujets pour l'ordre du jour

Les propositions des sujets à inscrire à l'ordre du jour doivent être envoyées par écrit au Président de la Ligue, par tout moyen, au moins 30 jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale par tout membre de l'Assemblée Générale.

Ces propositions doivent respecter les compétences de l'Assemblée Générale convoquée – ordinaire ou extraordinaire – faute de quoi elles seront refusées.

8.3 – Modalités relatives à la convocation

La convocation est établie par le Secrétaire Général. Elle est signée par le Président et/ou le Secrétaire Général (ou une personne déléguée à cet effet par le Président).

Elle est adressée avec l'ordre du jour (éventuellement complété avec les propositions reçues conformément à l'alinéa précédent) au moins 20 jours francs avant l'Assemblée Générale.

La convocation et l'ordre du jour sont accompagnés :

- du compte rendu de la (ou des) précédente(s) Assemblée(s) Générales(s) ;
- des différents rapports ou documents sur la situation administrative, morale et financière de la Ligue ;
- des comptes de l'exercice clos si la date de la convocation le permet ; à défaut il s'agira des comptes arrêtés à une date proche de celle de l'envoi de la convocation, les comptes clos étant envoyés aux membres avant la tenue de l'Assemblée Générale ou fournis lors de la tenue de celle-ci ;
- du budget prévisionnel pour la saison à venir ;
- et des rapports des Départements et Commissions institués.

L'envoi de la convocation, de l'ordre du jour et des rapports se fait par tout moyen adapté aux membres de l'Assemblée Générale (*envoi électronique, notamment, pour les personnes n'ayant pas fait connaître d'opposition par écrit au Président*).

Article 9. Lieu

Le lieu de l'Assemblée Générale est décidé par le Comité Directeur.

Il figure dans la convocation.

Article 10. Quorum

10.1 – Règle de principe

Toute Assemblée Générale ne peut valablement se tenir que si au moins la moitié plus une des voix dont disposent ses membres est présente ou représentée (cf. article 28.1.2 du règlement intérieur fédéral qui précise que le quorum nécessaire est identique à celui requis pour l'Assemblée Générale fédérale).

Il est entendu :

- d'une part, que les membres doivent être à jour de leurs cotisations fédérale et de Ligue ;
- d'autre part, que les représentants des membres de l'Assemblée Générale doivent également être à jour de leur cotisation à la Fédération.

Si le quorum n'est plus atteint en cours de séance du fait du départ d'un ou plusieurs membres de l'Assemblée Générale, la séance est immédiatement suspendue.

Les points qui n'auront pu être traités, dans ces conditions, seront obligatoirement abordés à l'Assemblée Générale suivante.

10.2 – Représentation et pouvoirs

En cas d'impossibilité de participer à l'Assemblée Générale pour un motif légitime, tout membre de l'Assemblée Générale de Ligue peut donner pouvoir exclusivement à un autre membre de cette Assemblée, qu'il soit personne physique ou représentant de personne morale.

Conformément aux statuts, chaque membre de l'Assemblée Générale peut détenir au maximum un pouvoir accordé par un autre membre empêché.

Un pouvoir est un document écrit, signé et daté de moins d'un mois ; il comporte clairement les prénom(s), nom et qualité du mandataire et du mandant.

Toute annotation surchargeant le pouvoir invalide celui-ci.

10.3 – Nouvelle Assemblée Générale faute de quorum

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale est convoquée à au moins 20 jours francs d'intervalle sans condition de quorum, sur la base du même ordre du jour.

Article 11. Séance

11.1 – Emargement et ouverture de séance

Les membres présents visent la feuille d'emargement sur laquelle figure le nombre de voix dont chacun dispose.

Les pouvoirs sont présentés et vérifiés à cette occasion par le secrétaire de séance.

La séance est ouverte par le Président, qui indique si le quorum est atteint ou non.

Le président de séance est par défaut le Président de la Ligue, mais ce dernier peut déléguer cette fonction à un membre du Bureau du Comité Directeur, pour tout ou partie de la séance.

Un secrétaire de séance est désigné par le Président.

11.2 – Déroulement de séance

Le président de séance anime celle-ci.

L'Assemblée Générale est appelée à délibérer uniquement sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le président de séance annonce les sujets, les expose ou les fait exposer par la personne compétente.

Il indique ensuite si le sujet donne lieu à un vote, et le cas échéant quelle est exactement la question qui y est soumise ; il précise les modalités du vote.

Après le vote, il annonce le détail et le résultat de celui-ci et indique le sens de la décision en résultant.

Les questions diverses (questions arrivées hors délai au Président ou soumises en fin de séance) peuvent être débattues.

Toutefois, si ces questions appellent un vote, celui-ci ne se tient immédiatement que si au moins la moitié des membres présents représentant au moins le quart des voix le demande. A défaut, cette question est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale.

Après épuisement de l'ordre du jour, le Président de la Ligue, ou toute autre personne expressément déléguée par lui, lève la séance.

Les points n'ayant pu être abordés lors d'une séance seront examinés en priorité à l'Assemblée Générale suivante.

Article 12. Observateurs

Les personnes désignées par l'article 9 des statuts de la Ligue comme ayant une voix consultative à l'Assemblée Générale sont qualifiées d'observateurs.

Leur avis peut être sollicité pour toute question utile, à la discrétion du Président, à leur demande expresse, ou à la demande de tout autre membre présent.

De même, tout adhérent d'une association membre de la Ligue peut assister à une Assemblée Générale de Ligue ; il ne dispose d'aucune voix mais peut participer aux débats si ceux-ci sont ouverts à tous par le président de séance.

Article 13. Modalités de vote

Avant chaque vote (ou en début de séance si tous les votes se font selon les mêmes modalités), le président de séance indique :

- le mode de vote ;
- la majorité requise.

13.1 – Mode de vote

Le vote se fait en principe à main levée, sauf :

- si le 1 /3 des membres représentant le 1/3 des voix s’y oppose ; cette décision est elle-même prise à main levée ;
- si le vote porte sur des personnes : ce dernier se fera alors obligatoirement à bulletin secret.

13.2 – Vote par correspondance

Le vote par correspondance est interdit.

13.3 – Majorité requise

Les décisions de l’Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des voix exprimées et des bulletins blancs et nuls, sauf dispositions spécifiques précisées par les statuts ou le présent règlement.

Dans le cas où l’Assemblée Générale est tenue sans quorum (cf. article 10.3 du présent règlement), les décisions sont adoptées à la majorité relative des voix exprimées et des bulletins blancs et nuls.

Article 14. Publicité des actes

Un relevé sommaire des décisions est publié sous 20 jours sur le site internet de la Ligue le cas échéant.

Le procès-verbal de l’Assemblée Générale signé par le Président et le Secrétaire Général ainsi que les rapports financiers sont communiqués selon les dispositions statutaires.

Ils sont aussi diffusés sans délai aux Comités Départementaux le cas échéant.

Les procès-verbaux de toutes les Assemblées Générales sont tenus à disposition des membres de la Ligue au siège de celle-ci et au domicile du Président (s’il diffère du siège social). Ils sont communicables à tout membre licencié de la Ligue en faisant la demande écrite à ce dernier.

PARTIE 3 – Les instances dirigeantes

Article 15. Le Comité Directeur

15.1 – L’élection

15.1.1. Candidatures

Conformément à l’article 28.1.2 du règlement intérieur fédéral, les candidats pour l’élection du Comité Directeur doivent :

- pour le Président, être titulaire de préférence au moins du 1er dan depuis un an et avoir de préférence déjà exercé des fonctions de responsable dans l’aïkido au niveau d’un club, d’un département ou d’une région ;
- pour tous les membres du Comité Directeur :
 - être membre de la F.F.A.B. (au titre de l’aïkido, d’un budo affinitaire ou d’une discipline associée affiliés) et à jour de sa cotisation ;
 - être en conformité avec les statuts et le règlement intérieur de l’organe régional.

Préalablement à l’élection, le responsable de la Commission de Surveillance des Opérations Electorales annonce les candidatures recevables.

A défaut, il est décidé de procéder ou non à l’élection par un vote répondant aux conditions de l’article 13 du présent règlement.

Les candidats se présentent, ou sont présentés, en cas d’impossibilité de venir en personne dûment justifiée par écrit et désignant la personne les représentant alors ; à défaut, leur candidature sera jugée irrecevable.

15.1.2. La représentation particulière des budos affinitaires et disciplines associées affiliés

La représentation au Comité Directeur des budos affinitaires et disciplines associées, affiliés, représentation prévue par les statuts se fait dans le respect des protocoles établis et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale de Ligue.

Chaque courant technique, budo affinitaire et discipline associée qui a accepté les conditions d'affiliation à la Fédération et à la Ligue établit sa liste prioritaire de candidats approuvée par sa propre instance dirigeante.

Une liste unique classant les candidats ainsi proposés est alors établie et proposée au vote de l'Assemblée Générale électorale, dans les mêmes conditions que les autres candidats.

L'appartenance des candidats sur cette liste à ces courants techniques, budos affinitaires et disciplines associées est précisée en face de leur nom.

En cas de vacance de poste sur la liste de ces candidats, l'attribution de ces sièges sera gelée.

15.1.3. La représentation particulière des femmes

La représentation des femmes est garantie au sein du Comité Directeur selon les dispositions statutaires (cf. article 11.3 des statuts).

15.1.4. Bulletins

Les candidat(e)s au Comité Directeur sont inscrits sur un seul bulletin de vote, qui fait apparaître :

- une liste pour au moins un médecin si possible, conformément à l'annexe I-5 des articles R. 131-1 et R. 131-11 du Code du Sport ;
- une liste pour les représentants des courants techniques, budos affinitaires et disciplines associées conformément au présent article ;
- une liste pour les autres candidats n'entrant pas dans les catégories précitées.

Chaque liste fait apparaître les noms et prénoms par ordre alphabétique, et porte la mention « CS » (candidat sortant) le cas échéant.

15.1.5. Bureau de vote

En début d'Assemblée Générale, un bureau de vote est mis en place comprenant 3 personnes non candidates et non membre de la Commission de Surveillance des Opérations Électorales choisies par le président de séance parmi celles présentes à l'Assemblée Générale (membres ou observateurs). A défaut de personnes répondant à cette double condition, le président de séance peut choisir les membres du bureau de vote parmi les candidats.

Ils désignent entre eux un président du bureau de vote.

Le bureau de vote a pour missions :

- d'organiser matériellement les opérations de vote ;
- de veiller au bon déroulement du scrutin et notamment au respect du secret du vote ;
- de faire émarger les registres et de vérifier les procurations le cas échéant ;
- de procéder au dépouillement des bulletins ; pour ce faire, il peut solliciter des scrutateurs non candidats parmi les membres présents ; à défaut de personnes non candidates suffisantes, des candidats peuvent être scrutateurs.

15.1.6. Vote

Chaque membre de l'Assemblée Générale dispose d'un nombre de bulletins identique au nombre de voix dont il dispose pour lui-même, et éventuellement pour le membre dont il a reçu pouvoir.

Le vote est secret.

Chaque membre est ensuite appelé par le président de séance afin de déposer son ou ses bulletins dans l'urne prévue à cet effet.

15.1.7. Dépouillement

Une fois le vote terminé, la Commission de Surveillance des Opérations Électorales (cf. article 21.2 du présent règlement) contrôle les opérations de dépouillement entreprises par le bureau de vote.

Le dépouillement est public.

15.1.8. Proclamation des résultats

Les membres du bureau de vote dressent la liste des candidats, en indiquant le nombre de voix obtenues par chaque candidat et les classent dans l'ordre du nombre de voix.

En cas d'égalité de voix entre deux candidats, le plus âgé est placé avant.

Il est tenu compte dans le classement pour le résultat final du nombre de sièges minimum prévus pour le médecin, pour les budos affinitaires et disciplines associées affiliés, ainsi que pour la représentation des femmes comme détaillé précédemment.

Est précisé en outre le nombre de bulletins blancs et nuls.

Le président du bureau de vote proclame les noms des candidats élus dans l'ordre des résultats.

15.2 – Le statut de dirigeant

Les membres du Comité Directeur doivent gérer et administrer la Ligue à titre bénévole, et ne peuvent percevoir de rémunération en raison des fonctions qui leur sont confiées au titre de leur mandat.

Cependant, conformément aux dispositions des articles 261-7-1-d et 242 C du Code Général des Impôts, le Président et au plus deux membres de l'exécutif peuvent être rémunérés au titre des fonctions qu'ils assument. Le montant de la rémunération est fixé par le Comité Directeur et approuvé par l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, conformément à la directive des impôts 4 H-5-06 du 18.12.2006, un dirigeant d'association peut percevoir une rémunération pour l'exercice d'une fonction distincte exercée au sein de l'association, de la Fédération ou d'un autre de ses organes déconcentrés (exemple : professeur, cf. arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Paris, 27.02.1996, Association Institut d'Etudes Néo-Hellénistiques de Paris – N°94PA00848). Toutefois, le nombre des membres du Comité Directeur percevant une rémunération dans ces conditions ne pourra excéder le tiers des effectifs.

Les déplacements et repas peuvent être défrayés sur présentation d'un état dûment complété et des factures correspondantes.

15.3 – L'exercice des fonctions

Les membres du Comité Directeur doivent être présents aux réunions auxquelles ils sont convoqués.

Toute indisponibilité doit être justifiée par écrit, sauf cas fortuit.

Un membre absent excusé doit remettre un pouvoir à l'un des membres du Comité Directeur.

Un membre qui ne renouvellerait pas sa licence avant le 15/10 d'une saison sera considéré comme démissionnaire à cette date et son poste sera pourvu en application des statuts.

En cas de démission, il pourra être fait appel au candidat suivant dans l'ordre des voix obtenus et non élu de la liste des élections du Comité Directeur pour assurer le remplacement du membre démissionnaire (cf. article 11.2 des statuts).

En cas de démission collective du Comité Directeur, une Commission sera mise en place, elle aura pour mission d'organiser de nouvelles élections en respectant la procédure prévue par l'article 11 des statuts.

15.4 – Le fonctionnement

Le Comité Directeur se réunit à la fréquence définie par les statuts.

Tout membre du Comité Directeur peut demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour de la prochaine réunion par tout moyen écrit au Président et/ou Secrétaire Général au moins 20 jours francs avant la tenue de celle-ci afin qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour si elle est conforme aux compétences du Comité Directeur.

Dès le début de la réunion, un secrétaire de séance est désigné. Il appartient à ce dernier de vérifier si le quorum est atteint.

Le Président anime, arbitre et organise le déroulement de la réunion. En cas d'absence il peut désigner pour le remplacer un/le Vice-président ou le Secrétaire Général ; à défaut de désignation expresse, le rôle est dévolu au membre le plus âgé du Comité Directeur.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour seront examinées : si des questions diverses apparaissent, notamment en début de séance, elles pourraient être examinées en fin de séance.

Les questions diverses (questions arrivées hors délai ou soumises en fin de séance) peuvent être débattues.

Toutefois, si ces questions appellent un vote, celui-ci ne se tient immédiatement que si au moins la moitié des membres présents le demande. A défaut, cette question est inscrite à l'ordre du jour du prochain Comité Directeur.

Les séances sont à huis clos.

Le Président peut inviter au Comité Directeur toute personne dont la compétence peut être utile à ses travaux.

15.5 – Les compétences

Le Comité Directeur a pour mission :

- de promouvoir, de coordonner et d'orienter les actions de la Ligue ;
- de gérer les relations extérieures, notamment avec les pouvoirs publics et la direction régionale déconcentrée en charge des Sports ;
- de prendre toutes mesures administratives utiles au bon fonctionnement de la Ligue ;
- de décider de la création des Commissions pour l'étude de problèmes spécifiques : les Commissions devront présenter le résultat de leurs travaux au Comité Directeur, à la date qui a été fixée précédemment par celui-ci ;
- d'organiser le contrôle du respect des obligations statutaires et réglementaires par les Comités Départementaux et organismes affiliés ;
- de prendre toutes décisions nécessaires autorisées par les textes.

Article 16. Le Président

16.1 – Candidature

Le(s) membre(s) élus du Comité Directeur souhaitant se porter candidat(s) au poste de Président se font connaître au Comité après son élection.

La liste des candidats est portée au procès-verbal.

Le choix du Comité Directeur sur le candidat à présenter à l'Assemblée Générale se fait à bulletin secret, conformément aux statuts (cf. article 15), et ce, après présentation par chacun des candidats de ses orientations pour la Ligue pour l'Olympiade à venir.

Le candidat présente ces orientations devant l'Assemblée Générale préalablement au vote.

Les bulletins nuls seront comptabilisés avec les bulletins blancs.

16.2 – Rôle du Président

Indépendamment des dispositions statutaires, le Président impulse la politique de la Ligue en collaboration le cas échéant avec le(s) Vice-président(s), mène les actions en cohérence avec les orientations définies en Assemblée Générale, et engage la Ligue auprès des pouvoirs publics.

Il joue un rôle d'animateur, de coordonnateur, de modérateur et d'arbitre.

Il est le garant de la bonne exécution des actions entreprises par les instances régionales.

En accord avec le Comité Directeur, il peut fixer des responsabilités et des missions à des membres de la Ligue par une lettre encadrant la durée et le cadre de la mission.

De plus, les comptes courants bancaires et postaux fonctionnent sous sa signature, par délégation du Trésorier Général, ou sous les signatures conjointes des deux personnes spécialement désignées à cet effet par le Comité Directeur.

Article 17. Le(s) Vice-président(s)

Le Comité Directeur peut élire, sur proposition du Bureau, un ou plusieurs Vice-présidents (cf. article 16.1 des statuts).

Les Présidents de Comités Départementaux peuvent être proposés par le Bureau au suffrage du Comité Directeur de la Ligue pour occuper des postes de Vice-présidents, y compris s'ils ne sont pas membres dudit Comité Directeur.

Le(s) Vice-président(s) exerce(nt) une délégation de pouvoirs accordée par le Président. Il(s) est (sont) chargé(s) de piloter les activités et d'animer les travaux d'un Département de la Ligue, et de rendre compte de l'accomplissement de ses missions au Comité Directeur.

Il(s) a(ont) également pour fonction de remplacer le cas échéant le Président en cas d'absence, et sur désignation expresse de ce dernier par tout moyen.

Article 18. Le Bureau

Conformément à l'article 16.1 des statuts, afin de renforcer l'efficacité des travaux de gouvernance, il est créé un Bureau qui sera composé des :

- Président ;
- Vice-Président(s) ;
- Secrétaire Général et, éventuellement, Secrétaire adjoint
- Trésorier Général et, éventuellement, Trésorier Adjoint

Ce Bureau est réuni à la demande du Président ou à la demande écrite signée par au moins deux de ses membres adressée par tout moyen au Président.

Le Bureau pourra inviter toute personne dont la compétence est jugée utile à ses travaux.

Le Bureau pourra consulter éventuellement le Conseil de l'Aïkido.

Le Bureau est, outre ses compétences statutaires, chargé de collecter les documents de la Ligue et des Comités Départementaux existants afin de les communiquer au Comité Directeur fédéral dans les conditions des articles 34.1.2 et 28.1.2 et 28.2.2 du règlement intérieur fédéral :

28.1.2. « [...] les Ligues fournissent chaque année au Comité Directeur fédéral, avant l'Assemblée Générale fédérale, leurs rapports d'activités accompagné d'un compte d'exploitation, du résultat de l'exercice, et d'un bilan le cas échéant.

Les Ligues centralisent les documents des Comités Départementaux et se chargent de la transmission de ceux-ci accompagnés de ceux de la Ligue au Comité Directeur fédéral ».

28.2.2. « [...] Les Comités Départementaux] fournissent chaque année au Comité Directeur de Ligue, 10 jours après la tenue de leur propre Assemblée Générale, leurs rapports d'activités, accompagnés d'un compte d'exploitation, du résultat de l'exercice, et d'un bilan le cas échéant.

Les Ligues centralisent ces documents des Comités Départementaux et se chargent de la transmission des documents reçus (cf. article 34.1.3 du présent règlement intérieur) ; à défaut de transmission, le Bureau fédéral peut se substituer à la Ligue pour les réclamer ».

PARTIE 4 – Les Départements et les Commissions

Article 19. Les Départements

19.1 – Dispositions communes

Chaque Département (pouvant être nommé « Commission ») est dirigé par un Vice-président membre du Comité Directeur, s'il y en a en nombre suffisant et ayant les compétences ad hoc. A défaut, chaque Département est dirigé par un autre membre du Comité Directeur, sur proposition du Bureau. Ce Vice-président ou autre membre du Comité Directeur assure dès lors la fonction de Président du Département.

Il peut être administré par un bureau.

Leur composition est validée par le Comité Directeur sur proposition du Président du Département qui peut s'adjoindre tout licencié de la Ligue volontaire, membre du Comité Directeur ou non.

Chaque Département définit son organisation interne et son mode de fonctionnement. Il dispose d'un budget soumis à l'approbation du Comité Directeur.

Pour favoriser l'accomplissement de ses missions et mettre en adéquation objectifs, moyens et besoins, chaque Département peut constituer, avec l'aval du Comité Directeur, une ou plusieurs Commissions et Sous-Commissions ou toute autre structure qui sont placés sous l'autorité du Président de Département.

Chaque Département instruit toutes les questions relatives à la Ligue entrant dans son champ d'intervention, émet des propositions et donne des avis.

Les Départements rendent compte annuellement de leurs activités en fournissant au Bureau des rapports incluant ceux des Commissions les composant le cas échéant ; ces rapports seront communiqués aux membres du Comité Directeur mais également de l'Assemblée Générale (cf. article 8.3 du présent règlement).

19.2 – Technique

Le Département (ou Commission) Technique contribue à la mise en œuvre de la politique technique définie par la FFAB dans les conditions définies dans le Règlement Particulier Technique.

Ses missions sont notamment :

- de gérer l'ensemble de l'activité technique de la Ligue dans le respect des orientations fédérales et de l'article 28.1.3 du règlement intérieur fédéral (« *les Ligues doivent accorder une priorité dans leur calendrier aux stages nationaux et internationaux prévus au calendrier fédéral* ») ;
- de veiller à l'accompagnement des C.E.N et leur accueil dans la Ligue dans leurs missions dans les meilleures conditions (cf. article 28.1.3 du règlement intérieur fédéral).

Il rassemble les professeurs régionaux, en totalité ou pour partie selon l'importance de la région, dans les conditions définies par l'Assemblée Générale en début d'Olympiade (= conditions à faire apparaître ici, ou, pour plus de souplesse quant à des modifications ultérieures éventuelles, à valider dans le PV de l'Assemblée Générale).

Son activité est coordonnée par l'Animateur de la Commission Technique Régionale (ACTR) licencié sur la Ligue.

Tout Chargé d'Enseignement National licencié de la Ligue est membre de droit de ce Département Technique.

Il peut compter notamment les Commissions suivantes :

- Commission Enseignement : chargée de l'École des Cadres, de la formation continue des enseignants, coordination du programme technique sur la Ligue, notamment ;
- Commission Organisation : chargée de la mise en place du calendrier, de la réservation des salles, des jurys d'examen et de l'organisation des passages de grades
- Commission Féminines ;
- Commission Enfants/Jeunes ;
- Commission Handicap ;
- Commission Seniors ;
- Commission Aïkitaïso.

19.3 – Administration

Il est chargé :

- d'assurer le fonctionnement et la coordination de l'activité administrative de la Ligue ;
- de résoudre tout problème administratif ;
- d'assurer la diffusion interne et externe de l'information, en liaison éventuellement avec la « Commission Communication » ;
- de veiller à la rédaction et à la diffusion des différents procès-verbaux.

Le Département Administration travaille notamment sur l'ensemble des textes de la Ligue, aidé par ces Commissions.

19.4 – Finances

Il est chargé :

- d'élaborer et d'exécuter le budget annuel ;
- d'étudier les demandes budgétaires des Départements ;
- d'assurer un soutien aux instances compétentes dans la préparation du budget et son suivi, ainsi que dans la rentrée des cotisations ;
- d'apporter un soutien au Trésorier Général lors de la présentation des comptes à l'Assemblée Générale ;
- de proposer et de réaliser la gestion la plus efficace des acquis financiers ;

- d'élaborer les dossiers de subventions ;
- de contrôler les comptes sous l'égide d'un contrôleur aux comptes (ou scrutateur) désigné annuellement par l'Assemblée Générale.

Article 20. Les Commissions

En dehors des Commissions obligatoires en application du Code du Sport et de l'article 19 des statuts, et en dehors des Commissions placées sous l'autorité d'un Département, le Comité Directeur, peut créer, s'il le juge nécessaire, diverses Commissions placées directement sous sa tutelle.

Chaque Commission est placée sous la responsabilité d'un membre du Comité Directeur désigné par ce Comité. Ce membre aura la fonction de Responsable de la Commission.

Leur composition est validée par le Comité Directeur sur proposition du Responsable de la Commission qui peut s'adjoindre tout licencié de la Ligue volontaire, membre du Comité Directeur ou non.

Elles doivent rendre compte au Comité Directeur de l'avancée des réflexions, programmes et actions menées à intervalles réguliers qui auront été préalablement définis dans la mission.

Les Commissions rendent compte annuellement de leurs activités en fournissant au Bureau des rapports incluant ceux des Sous-Commissions les composant le cas échéant ; ces rapports seront communiqués aux membres du Comité Directeur mais également de l'Assemblée Générale (cf. article 8.3 du présent règlement).

20.1 – Commission Communication

Elle est chargée d'une façon générale de promouvoir toutes les activités de la Ligue au travers de toute forme de communication.

Elle définit et met en œuvre :

- le plan de communication ;
- les modes de communication internes et externes les plus appropriés ;
- les différents canaux d'information.

Cette Commission pourrait compter notamment une ou des sous-commissions.

- la Sous-Commission « Communication Interne » ;
- la Sous-Commission « Communication Externe » ;
- la Sous-Commission « Stratégie et Développement ».

20.2 – Commission de Surveillance des Opérations Electorales (cf. article 19.1 des statuts)

La Commission de Surveillance des Opérations Electorales est constituée avant le lancement des appels à candidature.

Les membres de la Commission sont désignés par le Président de la Ligue après avis du Comité Directeur, parmi des personnalités qualifiées en raison de leurs compétences juridiques et déontologiques.

Elle est chargée de :

- vérifier la recevabilité des candidatures au Comité Directeur de Ligue ;
- dresser la liste des candidats ;
- rédiger éventuellement une note sur les modalités électorales qui encadrent le déroulement des opérations de vote ;
- superviser le déroulement du scrutin conformément aux statuts ;
- contrôler les dépouillements ;
- désigner son président.

En cas de litige, l'envoi de la saisine effectuée en application des statuts devra être fait dans les cinq jours suivant l'élection. La saisine doit préciser les points sur lesquels portent les griefs.

La Commission doit se réunir dans les 72 heures suivant la réception de la saisine pour pouvoir statuer sur la demande.

Elle dispose alors de 20 jours pour rendre sa décision qui est sans appel.

20.3 – La Commission médicale (cf. article 19.2 des statuts)

20.3.1. Les missions

La Commission médicale a pour mission :

- d'orienter les instances de la Ligue sur les aspects médicaux liés à la pratique de la discipline ;

- de mettre en œuvre les dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de la santé des pratiquants d'aïkido et à la prévention et à la lutte contre le dopage.

Le fonctionnement et l'organisation interne sont déterminés par la Commission. Une étroite collaboration avec les Départements de la Ligue et de la Fédération est prévue.

Les séances sont à huis clos.

20.3.2. La composition

La Commission médicale est composée de trois membres désignés selon les modalités suivantes :

- le **médecin de Ligue** élu par l'Assemblée Générale ; il est chargé de superviser et de coordonner les activités et les missions de la Commission, et de rendre compte de ses travaux au Comité Directeur fédéral ;
- un **médecin licencié** désigné par le Comité Directeur, n'appartenant pas à ses membres, sur proposition du médecin de Ligue ;
- un **responsable technique**, désigné par le Département Technique.

En cas de démission, de disparition ou d'indisponibilité d'un des membres, un nouveau membre est désigné soit sur proposition concordante des membres de la Commission médicale et du Bureau, soit à la majorité des membres de ces instances.

20.4 – Commission des Juges (cf. article 19.3 des statuts)

Cette commission fonctionne en liaison étroite avec les Départements Techniques de la Ligue et de la Fédération.

Elle est composée du Président du Département Technique et de tout enseignant volontaire.

Outre la compétence statutaire de détection des juges, elle peut formuler des réflexions et propositions relatives aux modalités de formation de ceux-ci.

Article 21. Les chargés de mission

Ils sont choisis parmi les membres de la Ligue et désignés par le Comité Directeur de celle-ci.

Ils peuvent être nommés tout au long de l'Olympiade en fonction des besoins.

21.1 – Désignation

Les chargés de mission dans le domaine de l'administration de la Ligue sont désignés au regard de leur compétence attendue par celle-ci ; ils reçoivent une lettre de mission définissant le cadre et la durée de leur mission.

21.2 – Fin de la mission

Tout manquement, par faute constatée, pourra donner lieu à l'arrêt ou au non renouvellement de la ou des missions assurées, sur décision du Comité Directeur à la majorité des 2/3 des présents.

Eventuellement, les instances disciplinaires pourront être saisies.

Un chargé de mission peut aussi mettre un terme à celle-ci de sa propre initiative.

PARTIE 5 – Dispositions particulières à certains membres de la Ligue (cf. article 2 des statuts)

Article 22. Les organismes déconcentrés dit Comités Départementaux

Les Comités Départementaux concourent au développement des activités régies par la Fédération et la Ligue selon les directives des Assemblées Générales et conformément aux statuts et présent règlement intérieur.

Leur création et leur développement sont soutenus par les Ligues (cf. article 28.1.3 du règlement intérieur fédéral).

L'article 28.2 du règlement intérieur fédéral reproduit ci-après précise leur régime :

Ils sont des organes déconcentrés de la Fédération.

28.2.1. Ressort territorial

Les Comités Départementaux ont un ressort territorial strictement identique à celui des Directions Départementales de la Cohésion Sociale (et de la Protection des Populations, le cas échéant).

Seul le Comité Directeur fédéral peut accorder des dérogations à cette règle par décision écrite expresse notamment dans le cadre de l'antériorité.

28.2.2. Régime

Leurs règlements intérieurs sont soumis à l'approbation du Comité Directeur de la Fédération, tant pour leur élaboration que pour leur modification.

Chaque Comité Départemental est responsable de son administration et de son budget, en conformité avec ses statuts et règlement intérieur le cas échéant.

Son Assemblée Générale doit être tenue avec le même quorum que celle de l'Assemblée Générale fédérale.

Lors des élections, les candidats doivent :

- *pour le Président, être titulaire de préférence au moins du 1er dan depuis un an ;*
- *pour tous les membres du Comité Directeur :*
 - *être membre de la F.F.A.B. (au titre de l'aïkido, d'un budo affinitaire ou d'une discipline associée affiliés) ;*
 - *être en conformité avec les statuts et le règlement intérieur de l'organe régional et/ou départemental.*

Ils fournissent chaque année au Comité Directeur de Ligue, 10 jours après la tenue de leur propre Assemblée Générale, leurs rapports d'activités, accompagnés d'un compte d'exploitation, du résultat de l'exercice, et d'un bilan le cas échéant.

Les Ligues centralisent ces documents des Comités Départementaux et se chargent de la transmission des documents reçus (cf. article 34.1.3 du présent règlement intérieur) ; à défaut de transmission, le Bureau fédéral peut se substituer à la Ligue pour les réclamer.

28.2.3. Activités

L'ensemble des activités techniques et sportives du Département, sont placées sous la responsabilité de celui-ci par délégation de la Fédération, dans le respect des directives de la Fédération.

Les Comités Départementaux font le nécessaire pour assurer leur représentation dans les instances locales intéressant l'aïkido, les budos affinitaires et des disciplines associées affiliés, et pour entretenir toutes les relations utiles avec les autres disciplines martiales ou sportives.

Les Comités Départementaux ont également en charge la promotion et le développement de la pratique de l'aïkido par :

- *l'organisation d'activités répondant à ces objectifs dans le respect des attributions réservées à la Fédération et à la Ligue ;*
- *et le soutien au développement des clubs dans le département.*

Les activités des Comités Départementaux ne doivent pas interférer avec les activités de la Ligue. Ils doivent tenir compte, lors de l'élaboration de leur calendrier, des calendriers de la Fédération et de la Ligue, qui sont tous deux prioritaires.

Article 23. Les autres organismes fédéraux

23.1 – Intégration et relations avec la Ligue

Les autres organismes sont les associations régies par un statut particulier approuvé par l'Assemblée Générale de Ligue et répondant aux textes en vigueur.

Ils représentent d'autres courants d'aïkido, des budos affinitaires et disciplines associées affiliés.

Le présent règlement intérieur pourra être modifié pour tenir compte des protocoles signés le cas échéant entre la Fédération et ces structures conformément à l'article 29.1 du règlement intérieur fédéral et qui prévoiraient des modalités de représentativité particulières dans les Ligues.

23.2 – Activités

Ces organismes régionaux ont compétence sur l'ensemble du territoire régi par la Ligue, et disposent d'une pleine autonomie technique, administrative et financière.

Le Président de chacun de ces organismes est invité à l'Assemblée Générale à laquelle il présente son rapport d'activités.

Les comptes préalablement approuvés par leur propre Assemblée Générale doivent être envoyés au siège de la Ligue dans les délais nécessaires pour figurer en annexe de ceux de celle-ci, dont ils constituent des chapitres particuliers approuvés par le commissaire aux comptes.

PARTIE 6 – Les modalités d'affiliation

Article 24. Rappel des modalités d'affiliation à la Fédération

Ces modalités sont définies par les articles 30 à 33 du règlement intérieur fédéral reproduit ci-après :

Article 30. Le respect des obligations réglementaires

30.1 – Dispositions générales

Le non-respect par les associations affiliées, soit des statuts et règlements régionaux et départementaux, soit des protocoles d'accord, exposent ces dernières à des sanctions prévues par le règlement disciplinaire.

30.2 – Les enseignants d'aïkido

Les professeurs peuvent dispenser leur enseignement soit :

- **à titre bénévole :**

Titulaires du Brevet Fédéral ; éventuellement, dans l'attente d'un Brevet Fédéral, une Attestation Fédérale Provisoire d'Enseignement ou le BIFA peuvent être délivrés sous l'autorité du Président de la Ligue. Une déclaration annuelle auprès du siège fédéral est impérative.

- **à titre rémunéré :**

Conformément à la législation en vigueur, titulaires du « C.Q.P. APAM ou MAM, mention Aïkido », du « BEES 1er degré », du « DEJEPS, Aïkido, Aïkibudo et disciplines associées », du « BEES 2ème degré » ou du « DESJEPS, Aïkido, Aïkibudo et disciplines associées ».

Article 31. La cotisation annuelle

L'affiliation à la Fédération est effective après règlement d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.

L'appel de cotisation est adressé aux associations pour la saison sportive suivante, pour recouvrement de celle-ci, entre le 1er mars et au plus tard le 1er juin.

Cette cotisation devra être payée, pour la saison sportive suivante au plus tard le 1er juin de la saison en cours. Le paiement de cette cotisation conditionne l'envoi du dossier de rentrée au cours du mois de juin.

Les organes régionaux et départementaux sont autorisés à percevoir également une cotisation sur les associations sises sur le territoire de leur ressort, dont le taux fixe est arrêté par l'Assemblée Générale régionale et départementale.

Toute association affiliée à la Fédération doit s'acquitter des cotisations décidées par la Ligue – et le Comité Départemental s'il existe – de son ressort territorial.

Le paiement de cette cotisation est impérative pour :

- *d'une part, que l'association puisse voter lors des Assemblées Générales de l'organe déconcentré ;*
- *d'autre part, concernant les adhérents de l'association :*
 - *que leur participation aux stages organisés par ces organes soit acceptée ;*
 - *que leurs candidatures éventuelles soient recevables pour se présenter au Comité Directeur voire au bureau des organes déconcentrés.*

Le paiement de la cotisation club fédérale et régionale est impératif pour que les candidatures éventuelles soient recevables pour les passages de grades DAN.

Article 32. La licence – Le passeport

Les Présidents des associations affiliées sont les mandataires de la Fédération pour la perception des licences et du prix des passeports.

32.1 – La licence fédérale et l'assurance

Toute personne ne peut être licenciée que dans un seul club affilié à la Fédération.

Le montant de la licence comprend :

- *la part fédérale ;*
- *l'assurance ;*
- *la part rétrocédée à chaque Ligue régionale.*

Les associations affiliées doivent pouvoir justifier à tout moment qu'elles licencient tous leurs adhérents. Toute personne assumant une fonction dirigeante et/ou technique doit souscrire une licence fédérale.

Lors de sa demande de licence, le pratiquant devra fournir un certificat médical de non contre-indication à la pratique de l'aïkido, budo ou de la discipline associée et, pour les mineurs, l'autorisation d'une personne exerçant l'autorité parentale.

En outre, il appartiendra à tout licencié de se conformer à la législation en vigueur, notamment pour les épreuves de passages de grades.

32.2 – Le passeport

Tout pratiquant, enseignant ou dirigeant, doit être en possession d'un passeport dès sa première inscription dans un dojo.

Le passeport est validé par l'apposition du timbre de la licence fédérale annuelle.

Il doit obligatoirement porter mention des grades successifs, certifiés par la signature de l'enseignant jusqu'au 1er Kyu compris et par la CSDGE à partir du 1er dan.

Article 25. L'affiliation à la Ligue

La Ligue Midi-Pyrénées peut percevoir une cotisation annuelle obligatoire de chaque club affilié à la Fédération et relevant de son ressort territorial, conformément à l'article 31 du règlement intérieur fédéral.

Le montant de cette cotisation est fixé annuellement par l'Assemblée Générale, et porté à la connaissance des associations en début de chaque saison sportive.

Cette cotisation devra être payée, pour chaque saison, au plus tard 60 jours francs avant l'Assemblée Générale.

Article 26. L'information institutionnelle

La Ligue, les Comités Départementaux et les organismes composant la Ligue (clubs notamment) informeront régulièrement, par tout moyen approprié, les associations et leurs adhérents.

Cette communication portera notamment sur :

- l'environnement institutionnel et ses évolutions ;
- la politique fédérale et de la Ligue ;
- les changements organisationnels ;
- les modalités de prix et de renouvellement de la licence et du passeport ;
- les garanties et les possibilités de garanties facultatives offertes par le contrat d'assurance souscrit par la Fédération.

PARTIE 7 – Les grades et distinctions

Article 27. Les modalités de délivrance des grades

Les grades de niveau « KYU » sont délivrés sous l'entière responsabilité de l'enseignant du club.

Les grades « Dans » Aïkido sont délivrés par la Commission Spécialisée des Dans et Grades Équivalents (C.S.D.G.E.) de l'U.F.A. (Union des Fédérations d'Aïkido), conformément au règlement particulier.

Les grades et « Dans » d'Aïkido, budos affinitaires et disciplines associées devront se conformer à la législation en vigueur pour obtenir une reconnaissance officielle.

Article 28. L'octroi de distinctions honorifiques

Pour reconnaître les mérites de ceux de ses licenciés qui auront rendu à la cause de l'Aïkido et du Budo des services comme dirigeant, enseignant ou pratiquant, la Ligue peut proposer à la Fédération de décerner des distinctions et propose les intéressés aux autorités qualifiées pour décerner des distinctions spécifiques ou nationales.

Le régime de ces distinctions est détaillé à l'article 35 du règlement intérieur fédéral reproduit ci-après :

Elles sont décernées sur la base de plusieurs critères :

- avoir servi la pratique de l'aïkido ;
- qualité et durée des services rendus.

Les récompenses peuvent prendre plusieurs formes :

- distinctions officielles (par exemple : la médaille de la jeunesse et des sports) ;
- distinctions fédérales.

Les distinctions fédérales sont décernées sur proposition de la Commission Distinction et attribué par le Comité Directeur. La création des distinctions est décidée par le Comité Directeur fédéral.

La Fédération habilite également les organes régionaux (Ligues ou Comités de Région et Comités Départementaux) à proposer aux instances régionales déconcentrées les candidatures de leurs adhérents répondant aux critères de choix de ces instances.

La Fédération comprend des membres d'honneur nommés par le Président, en accord avec le Comité Directeur.

Article 29. Règlement disciplinaire

Le décret n° 2004-22 du 7 janvier 2004 (J.O. du 08/01/2004) fixe les règles disciplinaires qui figurent au règlement disciplinaire de Ligue.

Article 30. Représentation

La Ligue sera représentée, dans les différentes manifestations ou Assemblées Générales auxquelles elle est affiliée ou qu'elle dirige, par le Président qui pourra déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs membres du Comité Directeur. Le Comité Directeur fixera la prise en charge financière des membres délégués.

En outre, en application de l'article 28.1.3 du règlement intérieur fédéral, la Ligue fait le nécessaire pour assurer sa représentation dans les instances locales intéressant l'aïkido, les budos affinitaires et les disciplines associées affiliés, et pour entretenir toutes les relations utiles avec les autres disciplines martiales ou sportives.

Enfin, dans le cadre d'une meilleure cohésion et identité fédérale, il est recommandé que tout organe déconcentré et tout club affilié fasse apparaître le nom de la F.F.A.B. et son logo sur les supports de communication.

Le présent règlement intérieur a été adopté par l'Assemblée Générale de la Ligue Midi-Pyrénées qui s'est réunie à L'Union (Haute-Garonne) le 10/10/2015.

Le Président de la Ligue	Le Secrétaire Général de la Ligue
---------------------------------	--

--	--